

MOUVEMENT EUROPEEN
Association Internationale
rue Duquesnoy 14
1000 BRUXELLES

CONFERENCE INTERNATIONALE

L'INFLATION EN EUROPE

EXPOSE INTRODUCTIF DE M. Raymond BARRE

Professeur à l'Université de Paris I ,
Ancien Vice-Président de la Commission
des Communautés Européennes

LUCERNE, les 14 et 15 novembre 1974

On a tellement parlé de l'inflation au cours de ces dernières années que je me suis demandé ce que je pourrais dire de nouveau au cours de cette réunion organisée par le Mouvement Européen. Si j'ai accepté de participer à ces travaux, c'est bien entendu parce que la demande m'a été faite par le Président REY auquel me lient de nombreux souvenirs et parce que je crois que, dans le monde où nous vivons, il est toujours nécessaire de répéter un certain nombre de choses même quand elles sont désagréables à entendre.

Deux attitudes sont en effet possibles à l'égard de ce problème de l'inflation : celle de la vérité ou celle de la complaisance. On va partout répétant que le problème de l'inflation est un problème qui n'est expliqué par personne, **qui présente des aspects tout à fait nouveaux, qui doit appeler par conséquent, des mesures tout à fait exceptionnelles.** Il faut reconnaître que dans la plupart des cas, il s'agit de prétextes ou d'arguments pour ne rien faire, ou plus exactement pour ne pas faire un certain nombre de choses qui ne seraient pas du goût de tout le monde et qui ne pourraient flatter dans le même temps toutes les clientèles.

Je vous parlerai dans cette allocution introductive en économiste, et non pas en technocrate; en économiste qui a été formé dans une tradition qui est celle de l'économie politique, c'est-à-dire, une tradition selon laquelle l'économie ne peut ignorer les prolongements politiques des analyses et des recommandations qu'elle formule, mais également selon laquelle il n'y a pas de politique possible, qui ne tienne compte des réalités, analysées sans complaisance.

Je voudrais m'efforcer ce matin, dans la demi-heure qui m'est impartie, de vous présenter le problème dont nous avons à discuter (et je le ferai en termes généraux puisqu'un rapport sera présenté par des personnalités provenant de chaque pays et fort compétentes.

Quelles sont les conséquences de la situation que nous avons à affronter et quelles sont les exigences auxquelles il semble difficile de ne pas se plier ?

2.

L'inflation que nous connaissons à l'heure actuelle et qui est loin d'être terminée, a trois caractères :

1. Elle est générale. Elle atteint tous les pays, à des degrés peut-être différents, mais elle les atteint tous, y compris ceux qui dans les dernières années étaient considérés comme des centres de stabilité ou comme des butoirs sur lesquels venaient mourir, en quelque sorte, les vagues inflationnistes. Je veux parler en Europe occidentale de l'Allemagne Fédérale et de la Suisse, dans le monde occidental, des Etats-Unis.
2. Elle est intense. Elle est plus intense qu'aucun des phénomènes inflationnistes que nous ayons connu de façon quasi normale dans le passé - je ne parle pas évidemment des grandes périodes d'hyper-inflation. Les vagues inflationnistes du passé n'ont jamais été caractérisées par des taux d'inflation à deux chiffres et pour certains pays aujourd'hui, le premier chiffre du taux d'inflation est le chiffre 2.
3. Cette inflation apparaît rebelle aux efforts qui ont été entrepris depuis le début de 1973 dans un certain nombre de pays pour contenir et maîtriser les pressions qui s'exerçaient sur les capacités productives.

Les échecs, absolus ou relatifs, enregistrés par les gouvernements, tendent à faire naître un esprit de résignation, et parfois même d'abandon, à l'égard du phénomène inflationniste. On entend dire de plus en plus que nous vivons dans une société d'inflation, qu'il faut s'accommoder de l'inflation et vivre avec elle.

Ce phénomène a des facteurs multiples. C'est à partir d'une élucidation de ces causes qu'il est possible de prendre la mesure des efforts à accomplir et de préciser la direction de ces efforts.

La première cause, la cause la plus profonde du mouvement inflationniste dans nos économies occidentales, est l'adhésion donnée dans tous les pays à l'expansion de sur-emploi, à la croissance systématique provoquée par une stimulation de la demande globale.

Il n'est pas nécessaire, et ce n'est certainement pas mon but, de mettre en question le problème de l'expansion et de la croissance. Contrairement à certaines thèses fort répandues, je crois que la loi de l'économie est la croissance. Depuis que l'économie moderne existe et quelles que soient les limites ou les contraintes qui ont été rencontrées, l'homme s'est toujours efforcé de dépasser par un effort de productivité, d'imagination et d'innovation, ces limites et ces contraintes et d'utiliser de la manière la plus productive les ressource-

ces disponibles. Mais une chose est d'admettre cette tendance fondamentale, hors de laquelle il n'y a pas d'autre alternative que la régression. Autre chose est de favoriser une croissance systématiquement rapide, ce que j'appellerai une croissance à tout prix, qui se manifeste par les conséquences économiques et sociales que nous avons connues au cours de ces dernières années. Néanmoins, le désir de maintenir le rythme le plus élevé possible de croissance, par des dépenses sans frein, le souci de satisfaire tous les besoins individuels ou collectifs, qui se manifestent dans l'économie sans une sélection et un tri, tout cela aboutit à une pression massive sur les ressources disponibles, à des distributions de revenus sans contrepartie, et par conséquent à une hausse inéluctable des prix.

En liaison avec cette conception de la croissance de l'économie, on a assisté au cours de ces dernières années à une création massive des liquidités. Sur le plan national, les banques ont allègrement distribué le crédit, les banques centrales acceptant de jouer le rôle de prêteur de dernier ressort pour permettre l'expansion des liquidités internes. Sur le plan international, la création de liquidité provoquée par des déficits de balance de paiements, et notamment par le déficit massif de celles des Etats-Unis, a eu pour conséquence les perturbations que vous savez et le désordre monétaire international actuel. Ces causes, je les appelle structurelles parce qu'elles sont liées à certaines conceptions qui ont eu cours pendant ces dernières années et dont nous ne sommes pas encore complètement affranchis.

Une seconde série de causes tiennent à des facteurs conjoncturels. A partir de 1972 et, fait exceptionnel, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, tous les pays de l'Occident se sont trouvés en même temps en expansion, de sorte que les phénomènes de compensation conjoncturelle qui pouvaient jouer d'une économie à l'autre ne se sont pas manifestés. Cette expansion synchronisée s'est produite à un moment où l'interdépendance des économies, provoquée notamment par l'accroissement des échanges et des mouvements de capitaux, est devenue très étroite. Ainsi a-t-on assisté dans tous les pays à des accroissements très rapides de la demande intérieure, et sur le plan international, à une expansion sans précédent du commerce international; les chiffres qui ont été donnés dans le récent rapport du GATT en sont le témoignage.

L'expansion des années 1972 et 1973 a eu un effet immédiat : la hausse du cours des matières premières (je ne parle pas pour le moment du pétrole). Celle-ci a été provoquée par le fait que jamais la demande n'a été aussi forte sur l'ensemble des marchés. Les producteurs de matières premières ou de produits de base ont profité de cette évolution de la demande des pays consommateurs. Ainsi a-t-on vu pendant l'année

1973 les cours doubler sur à peu près tous les marchés de matières premières. Cette hausse ne pouvait qu'être enregistrée par la tendance des prix à l'intérieur de chaque pays.

Enfin s'est ajouté un facteur que j'appellerai politico-économique, car dans ce domaine la politique a été étroitement liée à l'économie; le quadruplement des prix du pétrole en décembre 1973. Quand on analyse ce phénomène, on constate d'une part un comportement économique de la part des producteurs de pétrole qui n'avaient aucune raison de maintenir le prix de leur pétrole aussi bas que celui qui était pratiqué. Un facteur politique : la guerre du Kippour a été saisie comme une occasion exceptionnelle par les producteurs de pétrole, groupés en cartels de producteurs et d'exportateurs, d'affirmer un pouvoir de monopole sur le marché d'un produit qui est indispensable aux autres pays du monde. Le quadruplement du prix du pétrole a eu pour conséquence la hausse des prix intérieurs, non seulement du fait que les prix de l'énergie ont dû s'élever pour que des distorsions trop grandes ne se manifestent pas entre les prix de toutes les formes d'énergie, mais également parce que pour un certain nombre de produits, le pétrole constitue une matière première de base.

La différence essentielle entre les causes structurelles et les causes conjoncturelles ou exceptionnelles que je viens d'indiquer, c'est que les causes structurelles ont tendance à jouer dans le long terme alors que les causes accidentelles sont à l'origine des hausses de prix qui doivent être absorbées lorsqu'elles se produisent, mais qui n'exercent pas de façon durable une action sur l'évolution des prix à l'intérieur de chaque pays. La hausse du pétrole a été faite une fois pour toutes. On l'absorbe, et quand elle est absorbée, on se trouve à un nouveau niveau des prix. Il y a une différence importante à faire entre les évolutions de niveaux et les rythmes qui peuvent caractériser les prix dans les prochaines années.

Une telle situation ne va pas sans un certain nombre de conséquences inéluctables.

Tout d'abord nous ne sortirons pas de l'inflation sans une période de ralentissement conjoncturel, qui est à la fois une période d'assainissement nécessaire et une période de réorientation de l'économie. La grande difficulté devant laquelle se trouvent les économies contemporaines est qu'elles doivent à la fois faire face à la modération de la conjoncture et d'autre part à la réorientation de leurs structures de production et de consommation que nécessite la hausse des prix du pétrole.

Autant une réorientation des structures de consommation et de production est facile dans un climat de relative prospérité qui atténue les aspérités, autant elle est difficile

lorsqu'il faut en même temps restaurer les équilibres par une action restrictive et rigoureuse. On se heurte alors à des obstacles sociaux et politiques.

L'autre conséquence, c'est que le mal est tellement profond que nous ne retrouverons pas de sitôt la stabilité que tous appellent de leurs vœux. Je crois qu'il faudra un effort vigoureux et continu pour obtenir réduction progressive du taux d'inflation au-dessous d'un nombre à deux chiffres. Encore restera-t-on à des taux de hausse de prix qui n'avaient pas été jusque là connus dans les économies occidentales. Les prévisions -que l'on peut faire aussi bien pour l'Allemagne Fédérale et pour les Etats-Unis- sont que les politiques mises en oeuvre, si elles sont poursuivies, ne pourraient pas d'ici 1976 ramener la hausse des prix en-dessous d'un taux de 6 à 7 %. Où sont les périodes du passé où les taux de hausse de prix en Allemagne et aux Etats-Unis se tenaient autour de 2 % ?

Néanmoins, l'enjeu est trop grand pour que l'on puisse nier la nécessité de poursuivre l'effort de lutte contre l'inflation et renoncer aux politiques nécessaires pour y faire face. Je le dis d'autant plus que je pense que 1975 sera une année clef.

L'année 1974 aura marqué dans un certain nombre de pays le lancement de politiques tendant à réduire le rythme inflationniste. Les effets de ces politiques commencent à se faire sentir, c'est-à-dire, que l'aspect douloureux de la lutte contre l'inflation commence à se manifester. Il se manifeste pour le moment davantage aux Etats-Unis que dans les pays Européens, mais la fin de l'année 1974 et 1975 seront fatalement la période au cours de laquelle les conséquences de la lutte contre l'inflation devraient être les plus sévères. La question est de savoir si les pays occidentaux poursuivront leurs efforts ou s'ils s'abandonneront à la facilité. Dans le système européen et le système occidental, il existe quelques points faibles du point de vue économique et social : l'Italie, la Grande Bretagne et la France, et on ne peut manquer de s'interroger sur leur évolution.

Je crois en tout cas que le moment n'est pas venu de relâcher la lutte contre l'inflation. Si nous le faisons, nous serions menacés en premier lieu d'une dislocation interne; en deuxième lieu, il ne serait pas possible de réorganiser et de réorienter nos économies dans un climat de retour progressif à la stabilité; enfin, les pays dont la balance de paiements courants est largement déficitaire, risqueraient de ne plus pouvoir obtenir de crédits, n'inspirant plus suffisamment confiance pour obtenir ceux-ci.

On parle beaucoup de recyclage des capitaux payés aux pays producteurs. En fait, le recyclage est en train de se faire, mais il se fait de la manière à laquelle on pouvait s'attendre :

les fonds sont placés dans des pays qui inspirent confiance et ils sont prêtés aux gouvernements et aux pays dont la stabilité économique intérieure apparaît comme une garantie pour l'avenir. Si les pays ne sont pas capables d'inspirer confiance par la gestion intérieure de leur économie, ils ne trouveront pas les crédits dont ils ont besoin, ni auprès des pays producteurs de pétrole, ni auprès des institutions internationales, ni auprès des gouvernements qui recevront des pétrodollars (les déclarations de Monsieur Simon ont été assez caractéristiques lors de la récente déclaration du Fonds Monétaire International), ni sur l'euro-marché, parce que les grandes banques qui assurent les prêts ne seront pas en mesure de prendre les risques considérables que représentent les prêts massifs faits à des gouvernements.

C'est la raison pour laquelle il faut revenir progressivement à une situation de prix plus tolérable (je préfère cette expression à celle de "stabilité" parce que je l'ai dit, la stabilité est un objectif à beaucoup plus long terme) et reprendre le contrôle de l'évolution de l'économie.

Si cette action est nécessaire, elle doit éviter les faux remèdes. Dans les périodes difficiles, la tentation est grande de recourir à des remèdes qui apparaissent comme des panacées; ceux-ci ne résolvent aucun problème et ils en créent d'autres.

Il y a à mon sens trois dangers. On dit parfois que ces dangers ne sont pas pressants. Je crains pour ma part que sous l'empire des difficultés, certaines formules préconisées ne parviennent à être considérées assez rapidement comme nécessaires ou souhaitables. (/ finissent)

La première tentation, c'est l'isolement et les contrôles. Il est tellement facile de proposer le plein emploi pour tous dans une économie soigneusement dirigée et isolée de l'extérieur ! Evidemment, une formule de ce genre ne pourrait aboutir qu'à la régression des économies qui ont bénéficié dans le passé d'une participation de plus en plus accrue aux échanges. Certaines expériences, que nous connaissons bien, montrent que le prix d'une telle politique est une faible productivité globale et une baisse du niveau de vie.

La deuxième tentation, c'est l'indexation généralisée. Elle est recommandée par d'éminents collègues pour lesquels j'ai une grande considération. Faute de pouvoir contrôler les événements, on s'en remet à des mécanismes automatiques. Dans les circonstances où nous sommes, je crois pour ma part, que l'indexation serait un phénomène d'accélération de l'inflation, à moins qu'elle ne soit assortie de politiques économiques extrêmement rigoureuses, auquel cas, l'indexation devient superfétatoire.

La troisième tentative, c'est celle de profiter à la faveur des taux de changes flexibles d'une dépréciation lente et régulière de la monnaie. Ceci ne peut aboutir dans le monde où nous sommes qu'à accroître les prix des produits importés et par conséquent à relancer l'inflation à l'intérieur des économies.

Ces trois méthodes sont des méthodes de facilité. On croit que par elles, il est possible de résoudre les problèmes fondamentaux, le problème de l'inflation et aussi le problème du rythme de l'activité économique. Certes l'isolement et les contraintes permettent de maintenir un certain plein-emploi, mais c'est un faux plein-emploi; le moment vient où il faut revenir à un sens plus réaliste des choses. L'indexation est évidemment un moyen de ne plus avoir de difficultés sociales, mais c'est à terme la nécessité de payer plus cher le retour à l'équilibre. Quant à la dépréciation extérieure de la monnaie, le moment vient où ce sont les partenaires qui se rebellent car les phénomènes de dumping ne peuvent pas être acceptés dans une situation économique mondiale difficile.

En face de ces faux remèdes, il y a quelques exigences simples sur lesquelles je me permets d'attirer votre attention.

La première est l'assainissement de l'économie. Elle est absolument indispensable car l'inflation a entraîné le gonflement d'activités improductives que les pays à long terme, ne peuvent pas maintenir et financer. Cet assainissement de l'économie entraîne évidemment un certain nombre de conséquences sociales, car il exige la mobilité des facteurs de production, et notamment la mobilité des travailleurs. Il ne pourra se faire que si nos sociétés acceptent de limiter le coût social de cette mobilité par des mesures efficaces. Il est plus intelligent d'aider les hommes à se reconvertir que de sauvegarder au prix de subventions coûteuses ou d'une inflation généralisée des activités qui sont à long terme inefficaces ou improductives.

La deuxième condition est une stricte politique de crédit et des finances publiques. Il n'est pas facile pour les autorités monétaires et pour les gouvernements de maintenir des digues contre la pression fantastique de tous les intérêts d'autant plus **que ces intérêts** ont été largement satisfaits dans les années précédentes. Mais c'est là une condition sine qua non d'un retour progressif à la stabilité.

En troisième lieu, la croissance des revenus doit se modérer. Toutes les sociétés occidentales ont au cours de ces dernières années acquis le sentiment qu'il pouvait y avoir envers et contre tout, et chaque année, un accroissement régulier du pouvoir d'achat. Au moment où ils demandent un accroissement du pouvoir d'achat individuel, les groupes sociaux organisés réclament le développement d'équipements collectifs.

Il n'est pas possible de satisfaire en même temps tous les besoins, quelle que soit la forme qu'ils revêtent et quelle que soit l'intensité avec laquelle ils sont exprimés. Après les hausses du pouvoir d'achat qui s'est produit dans la plupart des économies au cours de ces dernières années, il ne sera pas possible de sortir de la situation présente sans qu'il y ait une stabilisation temporaire de ce pouvoir d'achat et même sans que certains groupes sociaux ne subissent une certaine amputation de leur pouvoir d'achat.

La quatrième exigence, c'est le maintien de la liberté des échanges en Europe, non seulement à l'intérieur du Marché Commun mais entre les pays du Marché Commun et les pays avec lesquels des accords de libre-échange ont été signés. C'est une condition indispensable de la stabilité économique et sociale de nos pays, car nos entreprises raisonnent pour leurs plans de production et leurs plans d'investissement sur un grand marché qui est au-delà du simple marché de la Communauté, mais qui est le grand espace européen s'étendant des pays Scandinaves à l'Espagne.

Enfin, il ne sera pas possible de revenir à une situation économique plus équilibrée sans une collaboration monétaire et financière internationale, comportant notamment une plus grande stabilité des taux de change. Cette collaboration ne doit pas se traduire par une aide accordée pour maintenir des politiques de facilité, mais au contraire par la mise en oeuvre de programmes courageux et convergents de remise en ordre de l'économie.

En conclusion, je voudrais dire que le problème de l'inflation me paraît à l'heure actuelle se poser au-delà des problèmes économiques que nous pouvons analyser et à l'égard desquels nous connaissons les mesures à mettre en oeuvre. L'inflation me paraît un défi à nos sociétés de liberté et à la forme démocratique de nos gouvernements. La question posée est la suivante : dans les économies et dans les sociétés libérales (non pas dans le sens économique, mais politique de ce terme) est-il possible de trouver à la fois l'autorité des gouvernements et le consensus de la population pour mener à certains moments la politique courageuse et rigoureuse qui est nécessaire ? On ne pourra en effet surmonter ce problème de l'inflation que par un effort collectif animé par des gouvernements capables de mobiliser l'opinion publique.

Est-il donc possible à l'heure actuelle, dans les sociétés occidentales, de mettre en oeuvre des politiques qui soient à la fois courageuses et justes ? Car il n'y aura pas d'efficacité de la politique économique sans une certaine rigueur, et la rigueur ne sera pas acceptée si il n'y a pas une certaine justice.